

Book reviews – Comptes rendus – Buchbesprechungen

Andreas WILKENS (dir.) - *Le Plan Schuman dans l'Histoire. Intérêts nationaux et projet européen*, Bruylant, Bruxelles, 2004, 466 p. – ISBN 2-8027-1862-2 – 45,00 €.

Le cinquantième anniversaire de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 et de la signature, le 18 avril 1951 à Paris, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a donné lieu, dans les six pays fondateurs, à des cérémonies officielles de commémoration, à des rencontres scientifiques et à des publications en tous genres. Profusion qui n'enlève rien, bien au contraire, au mérite de l'Institut historique allemand de Paris, de l'Université d'Orléans et du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) qui ont organisé conjointement, en avril 2000 à Paris, un colloque scientifique international intitulé «Le Plan Schuman. Une nouvelle architecture pour l'Europe ?» dont voici les Actes. Le pari était pourtant audacieux. Que pouvaient donc apporter de neuf les historiens, certes de premier ordre, venus pour l'occasion d'Allemagne, des Etats-Unis, de France et d'Italie sur une problématique passionnante mais à ce point déjà défrichée par la recherche foisonnante en histoire de la construction européenne?

Bien décidés à relever le défi, les auteurs ont, fort opportunément, tenu à dresser un nouvel état des lieux historiographiques. Mais ils tracent également de nouvelles perspectives de recherches. Pour ce faire, ils replacent fort utilement le Plan Schuman dans son contexte général en élargissant à la fois la chronologie des événements jusqu'à la période des années trente, en analysant le projet de Communauté charbon-acier dans ses rapports avec les relations Est-Ouest, centrées autour du sort de l'Allemagne fédérale, et en le reliant à l'ensemble des efforts menés après la Seconde Guerre mondiale pour relever l'économie de l'Europe occidentale. L'ouvrage contient aussi une riche bibliographie des publications de sources, des écrits de circonstance, des souvenirs et des témoignages et des travaux consacrés depuis un demi-siècle au Plan Schuman.

L'ouvrage, qui comporte pas moins de dix-huit contributions, dont on ne peut pas rendre compte de manière détaillée dans les limites forcément restreintes de cette recension, s'articule autour de trois grands axes. Dans un premier temps, l'attention se porte sur le contexte historique et sur l'environnement politique international du projet français.

Professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris, Pierre Gerbet dresse un portrait tout en nuances de l'élaboration et de la naissance du Plan Schuman. Il montre clairement comment et pourquoi la CECA, dont le caractère supranational révolutionnait la nature des relations internationales, apportait une réponse inespérée aux questions auxquelles était confrontée la politique étrangère de la France vis-à-vis de la récente République fédérale d'Allemagne (RFA) tout en assurant un contrôle européen des industries lourdes et

en engageant l'Europe occidentale sur la voie de l'intégration sectorielle et communautaire. Clemens Wurm (Université Humboldt de Berlin) pointe ensuite la difficulté méthodologique et les limites historiques de l'exercice, récurrent dans une grande partie de la littérature, qui consiste à voir dans les cartels de l'entre-deux-guerres, et singulièrement l'Entente internationale de l'acier (EIA), autant de précurseurs de la CECA. Klaus Schwabe, professeur émérite à l'Université d'Aix-la-Chapelle, se penche pour sa part sur l'attitude politique du chancelier Konrad Adenauer face à la proposition française. Il explique en quoi le projet imaginé par Jean Monnet, au-delà de ses implications économiques immédiates, apportait à la fois à la RFA l'égalité de traitement, un élément de stabilité intérieure et la sécurité internationale qui lui faisaient encore défaut dans le contexte inquiétant des tensions nourries par l'escalade de la Guerre froide. La contribution, particulièrement stimulante, de Volker Berghahn (Université Columbia de New York) s'attache à mettre en perspective le phénomène d'américanisation progressive de la société et des milieux d'affaires en Europe ainsi préparés aux nouvelles voies de production ouvertes par le Plan Schuman. Ce faisant, Berghahn revisite les travaux de certains historiens de l'économie qui, depuis une vingtaine d'années, se sont efforcés, à grands renforts de données statistiques, de revoir à la baisse l'importance du Plan Marshall et des Etats-Unis dans le processus de reconstruction de l'Europe dès la fin des années quarante. Par ailleurs, le projet de pool charbon-acier ne naît pas *ex nihilo*. Ainsi fut-il notamment précédé par l'Autorité internationale de la Ruhr (AIR), créée en 1949 par les Alliés occidentaux pour contrôler la répartition de la production de charbon et d'acier de la Ruhr et ainsi encadrer le relèvement de l'Allemagne. C'est à une analyse serrée des circonstances de la création de l'AIR que se livre Corinne Defrance (Centre national de la recherche scientifique, Paris) qui décrit l'activité de cette organisation comme une étape fondamentale dans l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne et dans les origines du Plan Schuman dont les promoteurs n'ont pas manqué de tirer les leçons de l'échec de l'AIR.

Ce sont les motivations politiques et économiques de la proposition Schuman qui font l'objet de la deuxième partie de l'ouvrage. C'est à la lumière d'un demi-siècle d'histoire de la construction européenne que Marie-Thérèse Bitsch (Université Robert Schuman de Strasbourg) dégage les options fondamentales de la politique française par rapport à la lancinante question allemande avant d'examiner la manière dont la France a pu les traduire dans le traité de Paris du 18 avril 1951. Elisabeth du Réau (Université de Paris III/ Sorbonne nouvelle) croise les expériences du Plan Schuman et du Plan Pleven d'armée européenne pour examiner la position de la Grande-Bretagne dans la politique européenne de la France bien décidée, après avoir pris conscience des limites imposées par les procédures intergouvernementales de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et du Conseil de l'Europe, de s'engager sur la voie de l'intégration économique de l'Europe continentale. Sylvain Schirmann (Université Robert Schuman de Strasbourg) étudie quant à lui les réactions des milieux syndicaux de la Moselle, département frontalier à l'économie très marquée par la

production de charbon et d'acier et par ailleurs fief électoral de Robert Schuman. Il montre bien le poids des facteurs locaux et électoralistes mais aussi la nature et les limites des arguments politiques développés par la centrale syndicale de la Confédération générale du travail (CGT), d'obédience communiste, contre le Plan Schuman. Passant ensuite des syndicats au patronat, Sylvie Lefèvre-Dalbin (Université Louis Pasteur de Strasbourg) passe au crible l'attitude particulière des dirigeants de la société De Wendel face au Plan Schuman. Par-delà l'opposition bien connue des sidérurgistes français au projet CECA et aux pouvoirs jugés exorbitants de sa Haute Autorité, Sylvie Lefèvre met en évidence la tactique autrement plus nuancée d'un grand groupe industriel lorrain qui, très tourné vers les marchés extérieurs, veilla à la fois à défendre ses intérêts en France mais aussi dans les charbonnages de la Ruhr. Maître de conférences à l'Université de Pau, Bertrand Vayssière retrace l'évolution des militants fédéralistes européens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour mieux décrire leurs réactions face au projet de pool charbon-acier. Echaudés par l'échec relatif du Conseil de l'Europe et par le retrait volontaire des Britanniques par rapport aux plans d'intégration européenne, la majorité des fédéralistes a vu dans l'approche fonctionnelle et graduelle du Plan Schuman le moyen de réaliser enfin la fédération européenne au service de laquelle s'active leur propagande. Afin de compléter l'examen des réactions dans les milieux industriels et syndicaux, Anne Dulphy (Ecole polytechnique de Paris) et Christine Manigand (Université du Mans) se penchent sur l'état de l'opinion publique et des milieux politiques de l'Hexagone par rapport au Plan Schuman. En mobilisant habilement la presse et les premiers sondages d'opinion, elles décryptent la perception des enjeux européens dans chacune des strates de l'opinion française au début des années cinquante.

Dans un troisième temps, l'ouvrage élargit le champ de l'analyse en se focalisant sur la réception du projet français de pool charbon-acier dans d'autres pays européens et sur la trace qu'il a laissée dans la mémoire collective européenne. Aujourd'hui professeur à l'Université de Metz, Andreas Wilkens examine la stratégie des sidérurgistes de la Ruhr qui, placés dans des conditions de production radicalement différentes de celles de leurs homologues français, voyaient avant tout dans le Plan Schuman un moyen de mettre un terme aux restrictions qui les affectent tout en appréhendant la politique anticartel de la future Haute Autorité de la CECA. Constat qu'établit également Werner Bühner (Université de Munich) qui se penche quant à lui sur la position des syndicats sociaux-démocrates allemands dans les négociations du Plan Schuman. Il montre à la fois en quoi l'initiative française pouvait leur permettre de répondre à des enjeux économiques spécifiquement nationaux et comment les syndicats et les barons de la Ruhr, alliés pour la circonstance, finirent par plier face aux pressions américaines pour imposer le démantèlement des cartels et des centrales d'achat industrielles. Mais l'Allemagne de l'Ouest n'est pas tout. D'où l'intérêt de la contribution originale d'Ulrich Pfeil, chercheur associé à l'Institut historique allemand de Paris. Il examine en effet la manière dont la République démocratique allemande (RDA), en quête de reconnaissance internationale et très dépendante des prises de position

soviétiques, a pu instrumentaliser le projet de pool charbon-acier dans sa campagne idéologique contre la RFA accusée de servir les intérêts impérialistes américains en bradant les intérêts de la nation allemande et en cherchant à réarmer le camp occidental sans avoir vraiment digéré le passé national-socialiste de l'Allemagne. Pfeil nous renseigne également sur les liens tissés, au nom d'un nouvel internationalisme prolétarien, entre les partis et les syndicats communistes est-allemands et français unanimes dans leur condamnation des projets de construction européenne. C'est par l'histoire de l'action et des impressions personnelles de Max Kohnstamm, alors jeune diplomate néerlandais et par la suite fidèle collaborateur de Jean Monnet, que Pascaline Winand (Institut universitaire européen de Florence) jette un éclairage nouveau sur la position des Pays-Bas lors des négociations à Paris pour la création de la CECA. Daniela Preda (Université de Gênes) démêle l'écheveau des motivations politiques et économiques des autorités italiennes qui, au-delà de leur attachement à une nouvelle autorité supranationale européenne, s'accordèrent avec les industriels du pays pour favoriser dans la Communauté la libre circulation de la main-d'œuvre. Enfin, Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise) passe au crible les innombrables commentaires, oscillant parfois entre le récit mythique, la simplification hâtive et la vérité historique, dont la Déclaration Schuman a fait, depuis cinquante ans, l'objet de toutes parts. Il décrypte successivement les représentations et les discours propagés par les témoins directs de l'initiative Monnet-Schuman, par les décideurs européens d'aujourd'hui et par les historiens qui, chacun à sa manière, contribuent à construire l'imaginaire collectif des citoyens européens autour de la date du 9 mai 1950.

L'ouvrage constitue, on l'aura compris, un bilan raisonné de cinquante années de recherches historiques sur un événement capital des débuts de la construction européenne. Très précieux pour la compréhension du processus communautaire, il réalise aussi le tour de force d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche en s'intéressant notamment à des milieux autres que ceux spécifiquement liés à la production du charbon et de l'acier et en examinant les réactions provoquées par le Plan Schuman ailleurs que dans les six pays fondateurs. Ce livre est, à coup sûr, destiné à devenir un classique. Il l'est déjà.

Etienne Deschamps
Université catholique de Louvain

Richard CAPLAN – *Europe and the Recognition of New States in Yugoslavia*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, 229 p. – ISBN 0-521-82176-2 – 45,00 £.

Richard Caplan s'intéresse dans cet ouvrage au «second printemps des peuples» européen (p.1) du début des années 1990, qui, lui, a vu la création de pays après l'écroulement de fédérations multinationales. L'auteur ne fait ici qu'un rappel des principaux faits, l'essentiel de son travail étant l'analyse de la réponse de la

communauté internationale aux événements en ex-Yougoslavie, et essentiellement de l'Union européenne. Il essaie de démontrer que l'action de cette dernière représentait une innovation dans la politique de sécurité européenne, appuyée sur des éléments diplomatiques originaux: la «reconnaissance conditionnelle» comme instrument de gestion des conflits. C'est ainsi la mise en avant de normes qui a été le critère de base de cette politique de reconnaissance européenne, ce qui renvoie au droit émergent de la gouvernance démocratique, et à la notion de *soft power* qui serait aujourd'hui celle de l'UE, lui permettant d'accéder au rang d'acteur politique à part entière par la diffusion de ses valeurs. Le travail de Caplan est donc l'occasion de mener une étude de cette politique et de ses conséquences stratégiques, à partir d'un cas qui rassemble plusieurs éléments: conflit interne, hostilités entre Etats, guerre ethnique. L'auteur a choisi de ne pas suivre un récit linéaire, mais une approche analytique, principalement à partir de la stratégie, du droit et des relations internationales, s'appuyant sur une centaine de documents officiels et d'interviews d'acteurs de tous les camps. Caplan a l'honnêteté de reconnaître que certains matériaux lui ont échappé (e-mails, appels téléphoniques), dont on connaît pourtant l'importante utilisation dans ce conflit, notamment en ce qui concerne les ordres relatifs au nettoyage ethnique.

Cependant, il est vrai que l'essentiel de son analyse tourne autour de cette politique de reconnaissance européenne, dont il veut démontrer qu'elle a eu un rôle crucial dans les événements. Le premier chapitre porte ainsi sur les origines et les termes de référence de cette politique, ainsi que les considérations politiques et stratégiques y afférentes. La décision prise le 16 décembre 1991 à Bruxelles de reconnaître pour le mois suivant la Croatie et la Slovénie (ces deux entités avaient déclaré leur indépendance le 25 juin), avait comme principaux avocats l'Allemagne et le Danemark. D'après l'auteur, ce geste n'est pas seulement fait pour sauver la face d'une UE déjà empêtrée dans ses contradictions, comme il est souvent dit (p.16): il ne faut pas oublier un contexte général où les frontières peuvent être remises en question un peu partout en Europe après la chute de l'URSS; d'ailleurs, l'Allemagne, comme l'ensemble des pays de l'UE, a d'abord plaidé pour l'unité du pays. Assez vite cependant, la question de la reconnaissance n'apparaît plus que comme une simple question de temps, tellement les parties en présence sont peu enclines à transiger: les discussions commencent alors au sein de la Conférence sur la Yougoslavie que l'UE a mise en place fin août, instance dont la légitimité aura toujours du mal à s'affirmer. Dans le même temps, les pays européens n'étaient pas toujours sur la même longueur d'ondes, ce qui explique que certains (Dumas) aient voulu profiter des négociations qui se tenaient à Maastricht à ce moment-là pour établir une série de conditions à remplir et à exiger en commun pour la reconnaissance d'un nouveau pays. C'est ce document qui est adopté par les Douze le 16 décembre (un texte pour les pays de l'Est et l'URSS et un pour la Yougoslavie): parmi les critères retenus figure l'adoption par le pays candidat des textes fondamentaux de la démocratie (Charte des Nations Unies, Acte final d'Helsinki, Charte de Paris) et les normes de base de la société internationale. La réponse est rapide et positive de la part de la Croatie et de la Slovénie (19

décembre), ainsi que de la part de la Bosnie et de la Macédoine (20 décembre), pays qui vont adopter des constitutions, et qui tous vont accepter le principe du respect du droit des minorités, faisant de ce dernier point un sujet de portée internationale. La Commission Badinter, qui devait rendre son rapport pour le 15 janvier, avait pour mission de juger si ces conversions étaient sincères, ou au moins comportaient suffisamment d'assurances pour l'avenir. Or, les Allemands, qui plaidaient depuis quelque temps pour la reconnaissance comme moyen d'internationaliser le conflit, annoncent le 19 décembre leur intention de reconnaître la Croatie et la Slovénie pour le 23. En cela ils sont suivis de très près par l'Italie (20 décembre). On a pu, à ce propos, évoquer le retour des visées expansionnistes outre-Rhin, surtout lorsque Helmut Kohl a parlé, à propos de la reconnaissance, de «grande victoire pour la politique étrangère allemande» (p.43). Pour l'auteur cependant, ces accusations sont insuffisantes, dans la mesure où les intérêts économiques de Bonn dans la région sont insignifiants: Caplan pense au contraire que l'Allemagne aurait plutôt eu tendance à aller dans le sens de l'Europe avec une politique de «*self-containment by integration*» (p.44), tout en défendant le droit à l'autodétermination qui avait concerné le pays quelques mois plus tôt (et aussi, accessoirement, se méfiant d'une vague de migrants qui atteindrait l'Allemagne tôt ou tard).

Le deuxième chapitre se concentre sur les éléments juridiques que comporte la politique européenne de reconnaissance. Le modèle historique sur lequel s'appuient les relations entre souverainetés est déjà ancien, reposant sur le système westphalien, à travers lequel a été établi un ordre international basé sur une pluralité d'Etats indépendants. La question est de savoir comment ces différentes souverainetés traitent entre elles, et surtout comment un nouvel Etat peut naître dans un système par définition aussi fermé. En effet, comme le montre le cas contemporain de la Tchétchénie, les conditions juridiques de reconnaissance semblent tout de même masquer un choix politique sélectif qui réduit la portée d'un droit véritablement international. Les critères traditionnels reposent sur la Convention de Montevideo (1933), qui établit les critères de la souveraineté de l'Etat dans la loi internationale, reposant entre autres sur l'interdiction du droit d'ingérence. Depuis, l'autodétermination a assoupli ces critères (la décolonisation est passée par là); mais, même si certains Etats, parce qu'ils ne semblaient pas respecter certaines règles du droit international, ont été mis au ban de la communauté internationale (Rhodésie, Bophuthatswana), cette dernière, à travers la Charte des Nations Unies, a continué à refuser le droit d'ingérence (articles 2-7). De fait, la reconnaissance ne peut pas créer d'Etats, mais confirme seulement que telle entité respecte les différents critères pour définir un Etat. Cela dit, si la reconnaissance est un état de fait, quel pouvait être le rôle de la commission Badinter dans le cas yougoslave? En effet, ce type de structure apporte une dimension politique à l'acte de reconnaissance d'Etats qui peuvent ainsi avoir une grande influence sur le processus en cours (on peut dire la même chose quand il s'agit, toujours suivant le même point de vue porté sur les libertés ou la constitution, de ne plus reconnaître un Etat fautif): dans ce cas d'espèce, une

reconnaissance collective, comme celle que peut assurer l'UE, donne un poids certain et une influence capitale à cette politique normative que sous-tend le respect demandé des critères démocratiques de base. Cela dit, le rapprochement que fait l'auteur avec le Traité de Berlin de 1878 pour le respect des minorités nationales (p.61) n'est-il pas abusif? L'évocation du principe de la reconnaissance collective à travers le respect des minorités, qui faisait partie du projet wilsonien, est plus juste, bien qu'en la matière la pratique en ait érodé une grande partie de sa portée. Dans le cas yougoslave, il y a continuité et rupture: l'UE se rend assez vite compte que la dissolution est inévitable, sans qu'on ne puisse l'accuser d'avoir voulu encourager des visées sécessionnistes. L'autodétermination prônée par les Allemands paraît une assez bonne idée, mais elle inquiète dans le cas des communautés serbes de Croatie et Bosnie, et elle annonce une politique de reconnaissance qui peut expliquer la suite des événements: la Commission Badinter, en effet, a suggéré, dans un souci de clarté et de fonctionnalité, de reconnaître en priorité les entités fédérales et non celles qui étaient d'un rang inférieur (autant dire que le Kosovo était condamné d'avance, de même que la Tchétchénie).

Le troisième chapitre, centré sur l'étude des relations entre le droit international et la diplomatie, nous donne un bref aperçu sur la portée d'une législation universelle d'après les écoles réalistes et légalistes. Pour la première (Hans Morgenthau), la loi internationale n'est pas un critère, car «la survie des Etats n'est pas une affaire de droit» (Dean Acheson, cité p.78): la vision est dite «réaliste», dans la mesure où chaque Etat développe sa propre stratégie. L'autre école (Robert Keohane) pense que les arrangements coopératifs dans un système globalisé peuvent faire l'objet d'institutionnalisations qui lient l'ensemble des acteurs. Pour en revenir au problème de la reconnaissance, Caplan estime que cet acte a connu une évolution qui semble démontrer qu'une codification à l'échelle internationale est possible: la politique de reconnaissance telle qu'elle était pratiquée pendant la Guerre froide renforçait les principes fondamentaux du système westphalien (centralité de l'Etat, souveraineté de l'Etat et inviolabilité de ses frontières). Ce système a été accepté par les deux principaux belligérants, ce qui explique que les superpuissances n'aient jamais encouragé la sécession, même quand celle-ci pouvait les arranger (Katanga, Biafra, Erythrée). Avec la fin de la Guerre froide, une autre façon de procéder s'est imposée, dont l'UE a tiré parti dans le cas yougoslave: la loi internationale sert à établir une société des Etats démocratiques, d'où le respect et la recherche de légitimité dans l'acte de reconnaissance. Dans ce cas de figure, la loi est certes formelle, mais elle finit par contraindre si elle est soutenue par une tendance en faveur de la gouvernance démocratique (qui, dans le cas de l'UE, anticipe les critères de Copenhague de 1993).

Les conséquences stratégiques d'une telle approche sont étudiées dans un quatrième chapitre. Certains ont évoqué, à propos de la politique européenne, la peur de la tâche d'huile, et ont à ce propos accusé l'Allemagne, mais également l'UE, d'avoir reconnu trop rapidement la Croatie et la Slovaquie, et d'avoir ainsi encouragé la Bosnie à suivre. Caplan estime que cette critique est exagérée: la Yougoslavie avait inauguré quelques années auparavant une politique de

centralisation autoritaire, niant par nature les différentes minorités, et le facteur de reconnaissance ne serait donc pour rien dans l'escalade de la violence. Il est vrai qu'au départ l'UE ne souhaite pas légitimer le fait accompli, parfois pour des raisons idéologiques concernant certains gouvernements (il faut se rappeler l'attitude des socialistes, désireux de conserver une Yougoslavie à laquelle ils ont cru). Selon l'auteur, c'est l'usage de la violence par les Serbes qui a poussé à la reconnaissance, sans compter la détermination des entités en quête d'indépendance (provoquant la méfiance des Serbes vivant sur les territoires concernés, qui à leur tour déclarent leur indépendance, comme en Krajina, le 19 décembre 1991). La Bosnie-Herzégovine devait ainsi prendre la suite: malgré les préventions, l'UE choisit de la reconnaître le 7 avril 1992. Pour l'auteur, l'UE n'est cependant pas responsable d'un conflit qui aurait éclaté de toute manière. En revanche, en retardant la reconnaissance de la Macédoine, l'UE, otage de l'intransigeance grecque, a contribué à provoquer des tensions qui auraient pu dégénérer dans les Balkans en général. La question du Kosovo ne s'est posée qu'à partir du 28 février 1998, lorsque Belgrade entame une politique d'agression systématique contre la communauté albanaise. Avant, cette entité ne rentrait pas dans les critères de l'UE, qui a refusé de considérer la question lorsque cela lui fut demandé en décembre 1991. Une confirmation de cette attitude sera donnée avec les accords de Dayton, qui déçoivent beaucoup les Kosovars: ces accords encouragent cependant ceux qui croient dans les territoires ethniques, effectivement dessinés à Dayton, et qui pensent que l'attention internationale est attirée par la guerre.

Le dernier chapitre, sortant un peu du cadre yougoslave, s'interroge sur les potentialités de la reconnaissance conditionnelle comme moyen de gérer les conflits. Pour Caplan, cette politique annonce une approche nouvelle de promotion des droits de l'Homme, de démocratisation et de bonne gouvernance. D'autres politiques peuvent aller dans le même sens, en particulier en ce qui concerne l'aide économique en faisant pression sur un éventuel contrevenant. C'est cependant une «conditionnalité négative» (p.149) qui l'a emporté jusqu'ici (voir le plan Marshall, non dans l'esprit mais dans les faits). Des éléments plus constructifs sont apparus avec les critères imposés par la Banque mondiale; cette tendance à vouloir inclure des éléments politiques s'est renforcée après la Guerre froide, impliquant des changements dans les politiques diplomatiques traditionnelles (voir la France après le sommet de La Baule en 1990) et dans les mentalités (des études ont ainsi montré que, contrairement à l'idée reçue, les régimes autoritaires ne sont pas plus efficaces en matière économique que les régimes démocratiques). De même, certains éléments conjoncturels semblaient aller dans le sens d'une nouvelle prise de conscience d'une loi internationale: les donateurs d'aide, tous situés principalement à l'Ouest, n'avaient plus à introduire des éléments sécuritaires dans leur politique extérieure, par pur anti-communisme, et pouvaient ainsi se montrer plus vigilants en matière de respect de la démocratie par les pays qu'ils aidaient (voir la décision prise par l'UE, le 28 novembre 1991, de prendre en compte, dans toute négociation avec les pays développés, les critères des droits de l'Homme et de démocratie). Cette apparente victoire des valeurs occidentales a pu être interprétée comme un

tremplin pour le «néo-colonialisme». Cela dit, elle ne marche pas avec tous comme le montre l'exemple chinois après Tiananmen: dans ce cas, les sanctions n'ont pas tenu parce que le marché est juteux et parce que la coopération du pays au Conseil de sécurité est recherchée. La politique de conditionnalité, l'auteur le reconnaît, ne pourra fonctionner que si elle est défendue de manière homogène et qu'elle puisse jouir d'un soutien interne. Cela peut parfois faire accélérer les choses (l'auteur cite l'exemple du règlement du vieux différend entre la Roumanie et la Bulgarie par l'intermédiaire de l'entrée de ces deux pays dans l'OTAN). L'utilité de la conditionnalité ne peut donc être prouvée qu'au cas par cas, mais, parce qu'elle contient en elle-même les espérances d'un ordre démocratique, c'est sans ambiguïté que Caplan défend son existence (p.178).

On comprend bien l'importance de ce dernier point pour le projet européen, essentiellement en matière politique: tout en maintenant l'existence de sociétés pluralistes en Europe, l'action de reconnaissance ferait partie d'un arsenal ambitieux et d'une approche commune justifiant enfin la confiance de l'UE dans l'influence dont elle peut disposer. Celle-ci doit non pas reposer sur l'imposition de valeurs, qui nécessitent forcément, au bout d'un moment, l'emploi de la force, mais sur la supériorité des «lois et normes» que devront s'engager à respecter tout nouvel Etat, signe de la reconnaissance des bases d'une véritable communauté internationale.

L'analyse que fait Richard Caplan du problème de la reconnaissance d'Etat est complet, mais donne un point de vue qui, sur de nombreux points, nous paraît par moments un peu réducteur. La politique de reconnaissance de l'UE, pour être qualifiée de novatrice, devrait d'abord s'avérer cohérente; or, outre les balbutiements de départ que nous rappelle l'auteur, et qui en annonceront d'autres, à tel point que les Etats-Unis ont fini par intervenir dans une affaire dont ils se détournaient ostensiblement au départ, la reconnaissance européenne n'est-elle pas une simple conséquence de la politique violente et imprévue menée par les forces en présence sur le sol de l'ex-Yougoslavie (et donc s'est révélée être un facteur aggravant, comme a pu le dire le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher)? Peut-on, si l'on admet ce fait, dire que la politique de reconnaissance de l'UE était «conditionnelle»? N'apparaissait-elle pas plutôt comme un dernier moyen de restreindre la violence et de circonscrire les conflits à résoudre, sans que cela ne réussisse outre mesure? Il ne faut pas oublier l'enthousiasme initial, lorsque la troïka représentée par Jacques Poos, Hans van den Broek et Gianni de Michelis s'est rendue sur place dès la fin du mois de juin 1991 pour proposer un cessez-le-feu aux parties en présence, pensant avoir démontré une force de réaction qui en imposerait par la suite. Or, une violation de ce cessez-le-feu a été presque immédiate, annonçant le déchaînement de l'horreur en dépit de toutes promesses et exhortations. Doit-on oublier le malaise que révéla très rapidement le problème de la reconnaissance au sein même des Etats européens? L'«Europe impuissante» entre dans les clichés communs, alors qu'en France on se met à parler de la «complaisance allemande» et du retour des «amitiés traditionnelles» (celle que la France éprouvait pour la Serbie en concurrence avec l'attrance des Allemands pour

les Croates et surtout les Slovènes). Pendant très longtemps, les Européens ont été liés par le fait accompli sur le champ de bataille, ce que les milices pro-serbes ont très vite compris. L'UE n'a alors pas de vision très nette de la situation, à tel point qu'elle adopte des sanctions économiques contre ... toute la Yougoslavie, faute de s'entendre sur «l'agresseur». De toute manière, les autorités européennes se sont assez tôt dessaisies du dossier au profit du Conseil de sécurité, qui décrète l'embargo complet sur les livraisons d'armes en Yougoslavie le 26 septembre. Certes, la médiation communautaire a fini par aplanir les différences, et ceci n'aurait pas pu se faire sans un minimum d'accord commun: la re-nationalisation des politiques étrangères et de défense a pu ainsi être évitée, mais le recours au déclaratoire (que ce soit contre les Serbes, les Croates, les différents miliciens ou ... les Grecs) n'a pas forcément annoncé l'heure d'une «nouvelle diplomatie» au sens wilsonien, sauf à tenir compte des Etats-Unis, qui se sont révélés une fois de plus «une puissance européenne», pour reprendre les termes de Richard Holbrooke.

Caplan a raison lorsqu'il évoque le désaccord sur les principes et l'interprétation du droit international qui, à cette occasion, va mettre aux prises les Etats-Unis et l'UE. Cette dernière a dû endurer l'éternel dilemme des démocraties face à l'emploi de la force, et l'a fait sans mettre en péril l'unité européenne: dans les faits, le conflit ne s'est pas étendu ailleurs dans les Balkans, et l'UE a pu assurer la protection humanitaire de centaines de milliers de civils (et repenser les opérations de maintien de la paix à Petersberg, en juin 1992). Mais tout cela n'est pas forcément dû à la politique de reconnaissance pratiquée par l'UE, comme semble le dire Caplan: un Etat reconnu n'est pas forcément un Etat défendu, surtout lorsque les intentions de l'agresseur sont extrêmes. Il est vrai, à ce propos, que la guerre en Yougoslavie aurait pu représenter un enjeu politique majeur de défense du modèle démocratique occidental: cependant, le refus de voir triompher, dans le nouvel ordre européen, les réminiscences du nationalisme racial n'a pas été suffisant. Vouloir imposer des normes ne suffit pas si la dissuasion n'existe pas: difficulté éternelle de penser la violence pour la démocratie, déjà évoquée par Tocqueville et Weber, qui plus est entretenue par un siècle de mauvaise conscience coloniale et impérialiste.

Avoir réussi à maintenir la cohésion communautaire sur un dossier aussi sensible est une victoire en soi, certes. Mais peut-on en conclure que les pays de l'UE ont ainsi fait triompher la démocratie? L'affaire yougoslave a pour seul et principal mérite de révéler la nécessité d'élaborer une diplomatie préventive digne de ce nom, et de parfaire l'Europe de la défense. Cette conciliation de la protection des valeurs occidentales et des critères stratégiques est seule à même de permettre à l'UE d'exister, et de peser dans le débat sur la normalisation par le droit à l'échelle internationale, face à d'autres puissances, alliées ou non, démocratiques ou pas, qui n'ont pas forcément la même vision, et du monde, et de la loi.

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université de Pau

Luisa PASSERINI - *Figures d'Europe. Images and Myths of Europe*, PIE Peter Lang, Bruxelles, 2003, 183 p. – ISBN 90-5201-189-3 – 27,00 €.

L'ouvrage, édité par Luisa Passerini, est issu des actes d'un colloque qui s'est tenu en avril 2002 à l'Institut Universitaire Européen de Florence sur le thème «Figures d'Europe». Le but de la rencontre, et des articles qui en sont le fruit, consistait à s'intéresser aux aspects narratifs et aux images mentales à l'œuvre dans les mythes et les symboles élaborés par les arts plastiques, les médias et certaines politiques de l'UE pour l'Europe en construction, ainsi qu'à leur réception et leur appropriation au sein d'une éventuelle identité européenne.

La première partie porte sur le besoin de mythes pour le projet européen, et s'ouvre par un article de Luisa Passerini, qui tente de comprendre les bases émotionnelles de l'identité et le fait que les comportements quotidiens individuels et collectifs constituent l'Europe aussi bien que les aspects narratifs historiques. Le besoin de donner des mythes à l'Europe en cours reposait sur la fragilité de son vécu, ce que Denis de Rougemont fut l'un des premiers à comprendre (mais l'auteur passe un peu par pertes et profits l'origine plus ancienne de ce débat, notamment autour de Julien Benda). Imposer artificiellement des mythes à une communauté d'hommes n'a aucun sens, sauf à confondre marketing et politique. Partager ses croyances avec d'autres relève d'une entreprise délicate, souvent frustrante, justifiant les interrogations d'un Lucien Febvre: «Argumenter contre un mythe, œuvre vaine. Le remplacer, le combattre par un autre mythe? [...] faire qu'un mythe s'empare des esprits, parle aux imaginations, s'installe dans la conscience d'une nation: entreprise chimérique par définition. Chimérique s'il s'agit d'un seul pays [...]. S'il s'agit de deux nations, pétries différemment, et dont les horloges, depuis des siècles, ne marquent pas la même heure: est-ce chimère, simplement, qu'il faut dire?» (*Le Rhin*, 1935). Pour que ces mythes puissent prendre racine, il faut reconnaître à l'Europe un héritage où voisinent l'unité et la diversité, le Bien comme le Mal, en quelque sorte faire un travail d'inventaire qui n'exclut aucune des pistes de la longue histoire européenne et de ses débordements vers d'autres horizons, accepter l'Autre non pas en termes globaux et abstraits, mais par les échanges à l'échelle de l'individu, qui peuvent passer par des formes aussi concrètes que les films (que connaît bien l'auteur) ou l'Internet, et révéler une symbolique commune; c'est pour cette raison que Passerini termine son intervention en nous invitant à adhérer à une vision dynamique du mythe, qui doit pouvoir être ré-interprété et relu à la lumière des problèmes contemporains.

La seconde intervention de Stuart Hall parle de l'Europe et de ses mythes, traitant plus particulièrement de la place prise par la civilisation grecque en tant qu'origine. L'auteur démontre que cette origine n'est pas si évidente, mais que cette dernière a pris valeur de mythe, celui qui tourne autour de la continuité de l'Europe jusqu'à nos jours. Ce dernier point démontre que l'histoire européenne a tendance à nier ou à minimiser ses dépendances de tout ce qui est extérieur à l'Europe, et qui relève de ce vaste mouvement des peuples vers l'Ouest, au sein duquel se sont côtoyés les Huns, les Mongols, les Tatars dont l'héritage nie une

origine unique de tous les Européens. Au contraire, l'Europe se reconnaît une identité positive dans le combat qu'elle a mené pour expulser l'Autre de son sein, qu'il soit juif ou musulman.

Hartmut Kaelble s'intéresse aux mythes créés pour la construction européenne depuis 1945, parmi lesquels le drapeau ou l'hymne. Il propose une grille pour l'analyse systématique de ces symboles, et se défend de mener le combat que les historiens des siècles précédents ont livré pour la reconnaissance et la diffusion de mythes nationaux qui ont pu servir les causes bellicistes des deux guerres mondiales. Une histoire des symboles européens peut être faite, sans avoir peur d'être instrumentalisée. La grille tente de définir ce qu'est un symbole «européen» («lieux de mémoires») qui peuvent être tout aussi bien des espaces définis comme Verdun, des biens matériels tels qu'Eurotunnel, ou des textes à l'image de la Convention européenne des droits de l'Homme), les secteurs dans lesquels ceux-ci font (ou doivent faire) sens (citoyenneté, identité, espace public), et enfin se termine par une présentation de l'histoire de ces symboles, qui doit désormais impliquer une approche sociale de la réception et de l'interprétation de multiples signes qui touchent un nombre toujours plus important d'Européens (drapeau, euros).

La seconde partie de l'ouvrage se penche sur certains des symboles de l'Europe. Jacques-René Rabier ouvre cette étude par une analyse de la réception du mythe du ravisement d'Europe, que ce soit par l'intermédiaire de l'écrit ou des formes plastiques. Il livre ainsi une ébauche de l'histoire de ce mythe, christianisé pour lutter contre l'influence du vieux mythe païen, récupéré par l'amour courtois qui le moralise, mis en œuvre dans de multiples tableaux et peintures de la Renaissance où sa sensualité est complaisamment orchestrée. Le résumé de Rabier est instructif, mais parfois un peu rapide: c'est ainsi qu'on arrive un peu vite aux résurgences du mythe au XX^e siècle, à travers l'évocation de la philatélie, la numismatique (pour laquelle l'auteur évoque l'existence de la pièce grecque de 2 euros qui reprend le thème de l'enlèvement, cas isolé qui mérite d'être signalé), l'édition et la publicité (aspects qui ne sont traités que sur 3 lignes chacune).

Michael Rice s'intéresse aux origines du mythe de l'enlèvement, traitant surtout de la figure du taureau. L'article est pour lui l'occasion de résumer son ouvrage *The Power of the Bull* (1998). Par ce biais, il insiste sur la dimension politique propre à tous les mythes, que les autres interventions ont un peu facilement oubliée. Le mythe du taureau, vérifiable un peu partout sur le Vieux Continent, est de création littéraire plutôt récente (dans les *Métamorphoses* d'Ovide). Ses origines sont complexes, et pourraient reposer sur la chaîne de contacts et d'échanges que les Grecs avaient établie avec des marchands de l'Est (golfe arabe), rappelant à nouveau l'origine trouble des mythes certifiés «européens». Ce dernier a cependant cela d'intéressant qu'il doit rappeler le sens qu'un mythe donne à la cohésion sociale et à une communauté politique, qui tourne dans ce cas autour du culte du pouvoir et de la domination.

Esteban Buch étudie l'hymne européen en faisant l'histoire de la 9^e symphonie de Beethoven. Son article est précieux, rappelant les origines de l'Ode et sa

récupération par les pouvoirs politiques européens (1971 pour le Conseil de l'Europe, 1985 pour la CEE). Il a raison de penser que le choix de cet air éclaire de nombreux paradoxes et difficultés de la construction européenne: élitiste puisqu'on a choisi l'excellence, artificiel dans la mesure où l'Ode a un message «universaliste» et non pas spécifiquement européen, «silencieux» dans la mesure où, pour ne fâcher personne, on a gardé la mélodie sans retenir les paroles. L'auteur s'interroge sur le fait que Herbert von Karajan, au passé nazi trouble, ait été choisi pour l'enregistrement et l'adaptation de la musique aux besoins de l'hymne, pour laquelle ses héritiers continuent à toucher des droits d'auteur. Au final, cet hymne, conçu dans un but utilitariste pour se couler dans le moule des hymnes nationaux, perd une partie de son message.

Yves Hersant s'intéresse à un autre symbole important de l'Europe, ce drapeau aujourd'hui si banalisé, à tel point qu'on le trouve aussi bien dans les enceintes officielles que dans les campagnes de publicité. Au départ, il a été l'objet d'un concours où tout a été imaginé, aussi bien le triangle que la croix (et même, l'auteur le rappelle avec malice, le soleil levant, ce qui ne cadre pas très bien avec les réalités géographiques les plus élémentaires), puis la formule que nous connaissons a été définitivement acceptée par le Conseil de l'Europe le 25 octobre 1955, symbole qui devient celui du Parlement européen en 1979 puis de toutes les institutions communautaires en 1986. A côté de cette histoire officielle, existe une histoire «officieuse» plus trouble, puisque Hersant nous rappelle les interprétations particulières qui peuvent être faites de ce drapeau à travers un contenu religieux, dont celle de son père putatif, Arsène Heitz (les 12 étoiles symbolisant la médaille miraculeuse de Marie et le bleu la couleur de la Sainte Vierge). Cet aspect explique-t-il le rejet de l'auteur? En tout cas, pour Hersant, le symbole est trop fermé, vieillot, marqué par son origine volontariste.

Le dernier chapitre de cette partie porte sur l'étude de la représentation cartographique de l'Europe en tant que femme (Darby Lewes). A l'époque où la Terre reste un espace à découvrir, connaître un pays consiste à le pénétrer et à le domestiquer, incarnation de la domination de la nature (femme) par l'homme. La carte est là pour mettre de l'ordre dans le désordre et, outre les indications pratiques qu'elle apporte, symbolise l'appropriation et la domestication d'une terre par celui qui la possède. Ainsi, l'Europe a toujours été représentée par une figure féminine, depuis l'enlèvement par Zeus. L'auteur étudie quelques cartes où l'Europe est tour à tour casquée, maternelle (dans le cas où l'espace représenté est le pays d'origine), caricaturée, iconographie qui ira en s'accélégrant aux XIX^e et XX^e siècles (cependant, l'auteur réserve l'essentiel de ses remarques pour les époques médiévale et moderne). Ainsi, cette cartographie sert une vision du monde qui passe par le regard masculin sur les rapports entre culture et nature. Cette interprétation corporelle et sexuelle des cartes, ici à peine esquissée pour des raisons pratiques que l'on comprend aisément, présente un grand intérêt pour le lecteur.

Enfin, la troisième partie, la plus originale, porte sur l'euro en tant que nouveau symbole. Elle commence par une étude de Jean-Michel Servet sur le rôle de cette

monnaie comme vecteur d'identité européen. Celle-ci, l'auteur le rappelle, a d'abord été faite pour la minorité qui voyage régulièrement («nomadisme») ou qui habite près d'une zone frontalière, malgré ce qu'a pu en dire la campagne officielle. Servet essaie cependant d'examiner les effets à moyen terme de l'euro sur les hommes dans leur contexte local quotidien, arguant du fait qu'une monnaie n'est pas seulement un instrument concret, mais également un moyen de construire l'identité et de définir le rapport de soi aux autres. L'article tente une grille de lecture autour du lien, qui peut être un ferment de solidarité et de dynamique des relations sociales. Ces dimensions ont été longtemps ignorées par les pouvoirs politiques qui ont communiqué exclusivement sur l'aspect économiste de l'euro, ce qui se vérifie également dans les images d'ouverture abstraites choisies pour les billets (symboles faibles d'intégration) et dans l'insistance utilitariste portée sur les éléments sécuritaires (volonté d'encastrement économique du politique et réduction du citoyen à l'état de consommateur). Or, l'auteur insiste sur la reconnaissance d'une hiérarchie de valeurs exprimée par l'argent, qui doit être analysée comme un fait social et pas seulement dans ses dimensions fonctionnelles: l'euro a donc un grand potentiel d'identification qui peut, à terme et au quotidien, servir de base à un nouveau mythe.

Richard Waswo continue ce travail sur l'euro, en insistant lui aussi sur l'aspect social de la monnaie (Georg Simmel) et sur l'importance de l'euro pour parachever la construction de l'Union européenne, car l'unification ne peut se faire sans consensus social, ce qui n'est pas encore le cas en Europe (que l'on pense aux pays qui ont résolument tourné le dos à l'euro). Mais des instruments comme la monnaie peuvent aider dans ce sens, car ils représentent un instrument de mesure commun de ce qui est désirable dans n'importe quel objet, dans son utilité comme dans son essence: dans ce sens l'euro est bien la «fiction suprême» qui permet d'élargir le lien social au-delà des frontières traditionnelles. C'est pourquoi l'établissement d'une monnaie commune peut être le préalable à l'installation d'un pouvoir politique commun.

Enfin, Suzanne Shanahan porte une troisième réflexion sur la monnaie, étudiant son impact sur les populations, et les relations qu'elle peut permettre d'établir avec le thème de l'identité européenne. C'est donc la dimension culturelle qui intéresse tout aussi bien que les aspects techniques et économiques que l'on associe traditionnellement (et exclusivement) à la monnaie. L'étude de la campagne officielle montre que les autorités communautaires ont fait comme si cette identité existait déjà, formée d'une série de biens et de valeurs supposés communs aux différentes nations, associés à une «intégration subreptice», suggérée à coup de communication à partir de 1999, et portant exclusivement sur l'aspect pratique. Cela dit, cette entreprise de communication signifiait que l'euro était plus qu'une monnaie en donnant une vision globale de la communauté. Pour Shanahan, les aspects abstraits des symboles apparaissant sur les billets ont facilité l'appropriation par les différentes populations de la nouvelle monnaie, ce qui lui fait dire, comme Luisa Passerini au début de cet ouvrage, qu'il existe des mythes en

construction par le biais des échanges au quotidien, ce que l'euro symbolise parfaitement.

Au final, il n'est pas facile de conclure étant donné la variété des sujets abordés dans ce livre. Certains auteurs ne font que résumer leurs travaux et ont parfois tendance à rester dans l'abstrait ou le général; d'autres avancent des grilles explicatives ou proposent des angles d'attaque originaux qui enrichissent le débat. Evidemment, l'étude porte exclusivement sur les cinquante dernières années, et il manque une intervention sur l'Europe centrale ou orientale qui aurait donné la sensation que c'est bien tout le Vieux Continent qui a été envisagé dans cette étude des mythes et des figures communs. On peut encore rappeler qu'il manque à ces travaux une approche politique plus systématique, celle-ci n'étant le plus souvent que suggérée. L'avantage de ce travail est qu'il s'intéresse à de nombreuses pistes en s'appuyant sur beaucoup de médias, de supports visuels, d'aspects narratifs, que le livre a le mérite de présenter de manière claire et illustrée, et qui justifie un prolongement dans des recherches à venir.

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université de Pau

Andrew MARTIN and George ROSS (eds.) – *Euros and Europeans. Monetary Integration and the European Model of Society*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004, xii + 385 p. - ISBN 0-521-54363 pb. / 0-521-83570-4 hb.

This volume edited by Martin and Ross has a promising title. Say "the European model of society", and I imagine the listener starts thinking about a culture of diversity and institutional competition, of adherence to values originating as much in secular modernity as in Christian religion, all encompassed within nation states that for half a century have been in a process of transformation, first very slowly, yet for two decades speeding up the steps. The Single European Market marked the beginning of a new phase of integration while the launch of the Euro, with its powerful watchman, the European Central Bank (ECB), completed that phase. Again, the Enlargement opened a new phase, and a march towards the unknown. It is thus a highly relevant and timely theme that is approached by Martin, Ross, and their co-authors. However, this is not the agenda of the volume. "The European Model of Society" does not figure but in the title. Between the covers "the European social model" is considered, as reflected in the index, and clearly stated in the introduction: "... the question is whether the macroeconomic foundations of the European social model will be maintained. This is the basic question addressed in this volume". (p.2) Maybe the blame for the discrepancy should be reserved for the publisher but it is difficult to pass over.

Now the future of the European social model is definitely also an important question. The macroeconomic threats that the authors set out to discuss are primarily those, as indicated by the title, posed by monetary integration. However, also here is a limitation. *Euros and Europeans* consider not the monetary regime

with, for example, the consequences of the fixed internal exchange rates and the floating external exchange rate. Neither does it consider whether the eurozone, the EU15, the EU25 or the EU of tomorrow is an optimal currency area, or whether this is at all a relevant question. The particular form of power distribution between nation states, international cooperation, and supra-national bodies, with the latter significantly reinforced by the Economic and Monetary Union (EMU), is several times questioned in the book, and a chapter by Alberta Sbragia sheds light on this issue. Her observations concerning the differences between the political and legal construction of labour market institutions and fiscal policy in the USA and the EU underline the much greater role for political interventionism in Europe. For example, while labour market institutions in the USA are mostly a contractual affair, in Europe regulations are of age and today ECB is one of the major advocates for political reform that, nevertheless, still has to be carried out at the national level. Six of the thirteen chapters are devoted to national developments, and the countries are France, Germany, Italy, Spain, the Netherlands and Belgium. Hence one may say that two aspects of the euro or monetary integration are particularly considered in the book: one is the monetary policy pursued by the ECB, the other is its impact on the economic policy of the member states.

The monetary policy of the ECB is addressed in the introductory and the concluding chapters, and specially discussed in a chapter by Andrew Martin. The argument is that the ECB's belief in monetary orthodoxy results in a policy that aborts both economic growth and growth of employment. Due to the assumption that without structural labour market reforms, the non-accelerating-inflation-rate of unemployment (NAIRU) cannot be reduced, the ECB further assumes that if economic growth in the eurozone exceeds its "trend rate", inflation will rise as a result. With a trend rate set at 2-2.5 per cent growth in GDP, any "growth spurt" that brings recovery will be curbed in order to prevent inflation. Martin quotes the rapid increase of the ECB interest rate in 2000 which, by contrast, was mirrored by an even bigger *reduction* of the US Federal Reserve rate. The main part of the chapter is devoted to a critical discussion of the NAIRU assumption. Martin here mostly draws on work by Laurence Ball, particularly an article in *Brookings Papers on Economic Activity* (1999, no.2, pp.189-251). Important as this article is, the author might have added to his own contribution by putting it into a broader context by reviewing competing explanations and, for example, by considering the limitations of a single monetary policy for all the countries of the eurozone.

Besides the monetary policy a major thread is the impact of EMU on policy in the nation states. This aspect is, as already mentioned, treated in six separate chapters and also discussed in a general chapter by Kevin Featherstone. The bottom line is that the impact of EMU on national social models "remains unclear" (p.247), but it is concluded that particularly the convergence criteria worked as a lever for policy change in southern Europe. However, the argumentation is not very convincing. As shown by Sofia Pérez in her chapter on Spain, monetary and fiscal discipline became a goal early in the post-Franco era, not the least during the socialist government from 1982. Where the EMU set the agenda for economic

policy in the 1990s, it rather put governments into troubles, as in France (chapter by George Ross) and Greece (Featherstone, p.239), not to mention Denmark and Sweden.

The six chapters exploring national developments in some detail since about 1980 are, naturally, a bit disparate. Interesting to note is the frequent occurrence of agreements, social pacts, between governments, unions and employers, sometimes successful but often with no results. One of the successes is obviously the Dutch "Polder model", although the reader is not told much about its originality. Its characteristics, to leave monetary policy to ECB, to adhere to the Stability and Growth Pact, to have wages set through sectoral bargaining "with or without the state as third party", to let social policy separate private and public risks, and to pursue an active labour market policy (p.178-179), sound not very original, perhaps with exception for the active labour market policy. Introduced in the chapter on the Netherlands by Jos de Beus, the Polder model is further invoked, as the 1982 Wassenaar Agreement, by Philippe Pochet in the chapter on Belgium. It was bad luck for Belgium that a similar social pact could be reached only in 1999. However, it is not made clear by which measure the Netherlands were so much more fortunate than Belgium. This question is not examined, and if we just look at the average annual change of GDP per capita 1982-1999, that is, the period when the Netherlands had the Polder model and Belgium had no such pact, the difference was within the margin of probable measurement error: 1.9 per cent for Belgium and 2.1 per cent for the Netherlands.

Interesting as the country stories are, they raise more questions than are answered. One reason for this is that there is no definition of the European social model that is used throughout the book, and there are no indicators used for the measurement of changes within the nation states. As a consequence the reader is left with the judgement of the authors, and the readers' confidence might fall with the frequency of remarkable statements. For example: Italy had already in 1979 embarked upon a "stable currency and price regime" (Featherstone, p.230); the Netherlands went into a "monetary union with Germany" after 1983 (de Beus, p.181, 185); on the basis of the D-mark formed Belgium a "*de facto* monetary union, along with the Netherlands and Austria" (Pochet, p.202). It should be well known that within the European Monetary System (EMS), launched in 1979, "devaluation" was abolished from the vocabulary, but instead there were frequent *realignments* whereby all currencies were more or less depreciated vis-à-vis the D-mark.

Blemishes of a more formal sort apply to references, which sometimes are missing in the bibliography or do not exactly correspond to those given in the text. It is also disturbing to find on one page that the ECB interest rate increased 175 points from November 1999 to October 2000, and on the next that the increase was 225 points (Martin, p.22-23).

All in all, this book represents a very good idea for a research project although its realisation warrants a new round.

Jonas Ljungberg
Department of Economic History, Lund University

Wolfram KAISER and Jürgen ELVERT (eds.) – *European Union Enlargement. A Comparative History*, Routledge, London-New York, 2004, 245 p. – ISBN 0-415-33137-4, 65 £.

Despite repeated enlargements over the last forty years, the gravitational pull of the European Union (EU) of neighbouring states is a little studied phenomenon. A limited number of social science studies exist on the different enlargements from the first in 1973 that included Britain, Ireland and Denmark, the second in 1981 with Greece, the third in 1986 bringing in Spain and Portugal, the fourth in 1995 that turned Finland, Sweden and Austria into member states and finally the large eastern enlargement in 2004 that comprised ten new members. However, no comparative study has brought together the various insights and lessons from the different enlargements and consequently we do not have an overall explanation of why and under what circumstances neighbouring states have sought membership of the EU nor indeed of what were the consequences of enlargement to the EU. It is this gap in current historiography that this edited volume addresses.

Apart from a substantial introduction and conclusion, the book consists of single case studies of all the new member states from the first enlargement in 1973 until, and including, the fourth enlargement in 1995. The nine case studies presented are written by leading experts in the field. Each case study provides a comprehensive analysis of the road towards EU membership, a less complete description of the membership negotiations and finally only limited comments on the time after accession, although from case to case the weight of the three parts differs. It should also be noted that the nine cases are supplemented by excellent commented bibliographies that provide an invaluable tool for students and researchers interested in enlargement.

In a rigorous and interdisciplinary introduction, historiography is confronted with recent theoretical trends in social sciences explaining the process of European integration. Although the two editors dismiss social science theory as having no predictive value and only limited explanatory value, they do structure the thematic content of the national studies along the lines of the most recent social science approaches. Thus, each case study includes an array of approaches from socioeconomic and rational choice inspired ones to constructivist explanations focusing on perceptions and national identity.

The case studies are based on existing scholarship and thus do not contribute with new archival based insights. Instead a comprehensive overview over the numerous factors pushing each country towards the EU or in other cases working against membership is provided. The majority of these studies are insightful contributions that demonstrate the complex nature of the enlargement process by exploring not only the socioeconomic and political motives for joining the EU or not, but also the ideational and identity factors that surprisingly often are central if one wants to understand the nature of a country's European policy. The two editors have managed, with the exception of the chapter on Spain, to shape the different case studies on basis of a common structure and thus render them comparable. Less

convincing are the recurrent discussions of how the various social science theories stand up to the empirical analysis. In some chapters, on Spain and Portugal, the theoretical perspective has been completely omitted and in most other chapters the theoretical discussion remains superficial.

The conclusion of the volume is in many respects a wasted opportunity in an otherwise fine book. Instead of comparing the different national cases in a thematic discussion that relate the empirical findings to the theoretical approaches presented in the discussion, Jürgen Elvert has chosen a chronological analysis of the overall process of European integration with special attention devoted the various enlargements. A more systematic comparison of the nine case studies is consequently left to the reader. Fortunately, the rich national case studies provide ample empirical evidence from which to perform such a comparison.

To conclude, this book provides a useful historical overview of the road to EU-membership of the first nine new member states joining between 1973 and 1995. Despite the timid concluding chapter, the book represents a substantial contribution to the continued scholarly debate over the dynamics behind the recurrent enlargements of the EU. Researchers and students alike will find the book a natural starting point if they are interested either in enlargement or in the European policy of one or more of the countries covered by the book.

*Morten Rasmussen
Copenhagen University*

